

Socialisme International n°15-16 Juillet 2006
Dossier: Homosexualité et Révolution **Interview de Jacques Fortin**

Jacques Fortin est militant de longue date à la LCR, et membre fondateur du Groupe de Libération des Homosexuels de Marseille. Il est également président de l'université d'été euroméditerranéenne des homosexualités et du comité de rédaction de la revue Masque. Socialisme international a voulu recueillir l'analyse du combat homosexuel et revenir sur le parcours politique de l'auteur de Homosexualités, l'adieu aux normes. Son intervention dans le débat trouve pleinement sa place dans ce dossier par ses prises de positions originales et radicales.

Socialisme International : Comment t'es-tu impliqué dans le militantisme pour la cause homo ? Je ne dirais pas que je me suis impliqué dans le militantisme pour la cause homo. J'ai plus simplement été quelqu'un qui a eu à faire sa prise de conscience d'être homosexuel, ce qui, même aujourd'hui, est loin d'être facile. Puis ayant convenu d'être homosexuel je me suis tout bonnement révolté contre la condition qui nous était alors faite. Le code pénal contenait des lois discriminatoires, dont l'interdiction des droits démocratiques de réunion, de presse, d'expression publique, d'association. Le « prosélytisme » étant interdit par la loi il ne pouvait être constituée une association ayant « homosexuel » dans son titre ou son objet. Puis il y avait le harcèlement policier dans les lieux homosexuels, la menace constante de chantage ou de violence (morales et physiques), la stigmatisation constante pesant comme une épée de Damoclès sur la vie courante en famille, au boulot, avec les amis etc. Il n'y a jamais eu pour moi de « cause », il y a eu une lutte naturelle pour des droits extrêmement élémentaires et vitaux dont celui d'être ce que je suis, ouvertement et sans rejet, avec mes semblables. Comme en même temps je me trouvais être militant politique à la 4ème internationale en Suisse puis en France, c'est tout naturellement que j'ai travaillé à politiser cette lutte sous l'angle de la lutte pour le socialisme et à... sensibiliser mes camarades de parti à cette lutte.

A l'époque, il existait ce qu'on nommait des « groupes de conscience » autrement dit des espaces de rencontres où nous parlions de nous, de nos souffrances, de nos peurs, de nos espoirs, de notre sexualité, toutes choses qui se faisaient naturellement sous l'angle de la révolte contre l'ordre établi. Cela permettait à tout un chacun en s'affermissant dans sa volonté de vivre son homosexualité, de s'affermir aussi comme personne luttant contre un monde injuste et brutal. Le militant politique y puisait à la fois la force personnelle pour « exister mieux » en se délivrant d'inhibitions et d'angoisses, et à la fois matière à réfléchir sur cette dimension de l'oppression capitaliste éclairante d'ailleurs sur tous les phénomènes d'oppression (dont l'oppression en tant que travailleur exploité). Ce fut un cheminement de reconstruction de soi où le militant devait aussi retrouver ses marques alors même que ses camarades de parti ne comprenaient pas grand chose à cette violence subie et ne mesuraient pas la révolution intérieure, le bouleversement intime que nous vivions. Il y a eu une sorte de soulèvement d'homosexuels et de lesbiennes à cette époque, aussi porteur de remise en cause personnelle et d'énergie politique qu'un soulèvement de paysans sans terre, de femmes exploitées, de travailleurs etc. Faute de l'avoir compris (et de le comprendre aujourd'hui encore) ce qu'on nomme l'extrême gauche y a perdu de nombreux militants et militantes de valeur, exaspérés voire humiliés par la surdité politique (et amicale !) de leurs camarades.

S.I. Quelle était la situation dans les années soixante et quelle était l'attitude de la gauche ?

Il faut savoir que les lois discriminatoires et répressives envers l'homosexualité avaient été abrogées en France lors de la révolution française, au motif qu'elles relevaient de préjugés et préceptes religieux sans qu'un dommage entre citoyens adultes ne puisse être constaté dans la relation sexuelle (pourtant stigmatisée). Ce fut Pétain en 1941 qui réintroduisit des lois de « surrépression » en cas de délit ou crime « avec homosexualité », ainsi que la notion juridiquement exotique de « contre nature » dans le code pénal, et l'interdiction du prosélytisme. A la libération staliniens et catholiques au gouvernement maintinrent ces lois scélérates. En 1961 un sénateur, Mirguet, fit ajouter un amendement classant l'homosexualité dans les fléaux sociaux avec la tuberculose, le proxénétisme, etc. Le

« réarmement moral » d'après guerre et la réaction stalinienne conjugués ont fait des années 50 et 60 des années noires de l'homosexualité. Ajoutons à cela l'essor des pratiques psychologiques héritées du Freudisme qui à des degrés divers traitaient l'homosexualité comme une maladie et nous avons le panorama. Mon enfance et ma jeunesse n'entendirent quasiment jamais prononcer le mot homosexuel, encore moins expliciter le mystère peu ragoûtant que de vagues allusions et d'elliptiques plaisanteries empêchaient d'imaginer. Face à la prise de conscience confuse de son homosexualité, la peur et la honte étaient alors de règle. En général quand on ne se mariait pas « pour y échapper » (avec tous les malheurs conjugaux consécutifs) on s'exilait loin des siens et on menait deux vies dont celle d'éternel vieux garçon ou vieille fille pour la famille. La gauche, hormis dans la deuxième partie des années soixante-dix, sous la double pression des luttes homosexuelles et féministes qui brisaient les tabous, a largement accompagné l'homophobie officielle. Le stalinisme, lui, a tout bonnement décrété que c'était là un vice bourgeois qui n'avait pas cours dans la classe ouvrière. Cette conception a joué un grand rôle déformant dans le rapport ultérieur de l'extrême gauche avec la question homosexuelle : ses diverses fractions mirent longtemps (quand elles le firent) à concevoir l'homosexualité non pas comme une question extérieure aux luttes ouvrières ou plutôt prolétariennes, mais comme un des lieux d'oppression des prolétaires (même si les homosexuels bourgeois aussi sont opprimés). Au mieux, le mot d'ordre était qu'il fallait convaincre les homosexuels à rejoindre les luttes du mouvement ouvrier, alors que le mot d'ordre juste est qu'il faut travailler à convaincre le mouvement ouvrier de défendre les homosexuel-les dans leurs droits et leur dignité ! Je passerai par pudeur sur les sottises, dont certaines profondément réactionnaires, dont les courants en particulier dits trotskystes se rendirent coupables envers nous.

S.I. Quelles ont été les grandes étapes des progrès acquis ? La première étape a été celle du surgissement de la question homosexuelle : le soulèvement gay et lesbien peut-on dire. Il fut spectaculaire par son art de la provocation. Ce fut en 1971 le Front homosexuel d'action révolutionnaire dont l'objectif n'était pas de « libérer » les homosexuels, mais rassembler les homosexuels pour qu'ils « ne rasant plus les murs » et luttent pour que la question sexuelle soit considérée comme politique et la sexualité en général subvertie par le ferment révolutionnaire. Le FHAR fut créé par des lesbiennes et femmes sorties du mouvement féministe quelque peu homophobe en ces années là. L'étape suivante fut produite par les Groupes de libération des homosexuels (1975-1980) qui se dégagèrent de la gangue révolutionnariste du FHAR pour engager la lutte pour l'abrogation des articles de lois discriminatoires, en gros pour l'obtention des droits démocratiques. Le comité d'urgence anti répression des homosexualités y parvint dans le début des années quatre-vingt avec l'abrogation en 1982 grâce à l'action de Gaston Defferre (Badinter était le ministre de tutelle de la question mais curieusement ce grand bourgeois humaniste n'était guère pressé sur ce coup). Ensuite ce furent des procès qui dans la dizaine d'années qui suivit posèrent la question des droits sociaux : un steward d'Air France demandant à ce que son compagnon bénéficie des tarifs préférentiels prévus pour les concubins. Une lesbienne demandant la garde des enfants de sa compagne tuée dans un accident de voiture. Jurisprudences positives. La sécurité sociale acceptant de faire bénéficier un malade (Sida) de la couverture de son compagnon. Puis à l'initiative de Aides en 1989 (vite récupérée par les chevènementistes ensuite) la demande d'une reconnaissance légale des unions homosexuelles ; le scandale du Sida éclatait : des conjoints expulsés des chambres d'hôpitaux de leur ami malade, des médecins arguant du secret médical pour ne rien leur dire, des familles les privant des derniers instants de l'ami mourant, les chassant de l'appartement commun en saisissant tout le contenu au motif que le bailleur était le mort et que le survivant n'avait aucun droit etc. Commença alors la lutte pour le CUS (contrat d'union sociale) à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, puis le Pacs. Il fut concocté par une équipe de chevènementistes pour l'essentiel et de militants historiques du mouvement homo qui travaillèrent à l'écart du mouvement le plus souvent, plus soucieux de développer leur propre logique « philosophique » que par exemple de lancer un débat consultatif dans le tissu associatif. Ils restèrent bien dans la démarche parlementaire d'élaboration d'un projet de loi « possible » et de campagne ensuite d'une part pour le faire

« passer », avaliser par l'opinion « homosexuelle », d'autre part pour le faire endosser par la gauche parlementaire. Le Pacs qui est à la fois une avancée réelle et tangible, mais aussi un verrouillage de la reconnaissance des relations homosexuelles comme des relations affectives, sensuelles et érotiques d'ordre familial. L'objectif de Jospin, calviniste athée, était de barrer définitivement la route à toute inclusion dans l'état civil de la relation réduite par le Pacs à un simple contrat signé au tribunal d'instance. En Mairie l'acte aurait pris un tour autrement symbolique.

Cette lutte emballa l'évolution et conduisit à ce qu'au nom de l'égalité des personnes et de la reconnaissance de la relation « familiale » les homosexuel-les aient accès au mariage et à la parentalité (sachant que les lesbiennes et les gais ne sont pas stériles, que lorsqu'une union hétérosexuelle est stérile tout est fait pour lui permettre l'accès à la parentalité : adoption, procréation médicalement assistée etc.). Maintenant le débat sur la parentalité va aussi s'emballer : déjà des jurisprudences se font jour « au nom de la protection de l'enfant » pour que la relation construite avec l'adulte qui n'est pas parent biologique, lui soit reconnue et assurée y compris à la porte de l'école quand l'autre papa ou l'autre maman vient le ou la chercher !

S.I. Qu'est-ce qui a permis ce progrès rapide? Ma soeur aînée n'a obtenu le droit de toucher sa paye et d'ouvrir son propre compte en banque, indépendamment de mon beau-frère, qu'en 1965 ! Ce qui s'est produit en trente ans fut une révolution considérable tant au plan des femmes qu'à celui des homosexuels. Ce qui a permis tout cela ce sont évidemment les luttes depuis le planning familial créé au milieu des années cinquante, en passant par l'onde de choc de l'accès au droit de vote des femmes en 1945 qui, par exemple, rendit plus criante l'illégitimité d'une situation où électrice d'une part une femme ne pouvait ouvrir son compte en banque sans le mari d'autre part. L'entrée massive des femmes dans le travail avec l'indépendance économique vis-à-vis du mari qui en découlait rendait plus envisageable le divorce et donc le libre choix de sa vie par la travailleuse. La contradiction entre les grossesses multiples et le travail exaspérait l'aspiration des femmes à maîtriser leur fertilité et donc à devenir seules maîtresses de leur corps etc. Le processus d'individualisation, inséparable paradoxalement (dialectiquement plutôt) du développement massif du prolétariat depuis un siècle (un travailleur, un emploi, une qualification, un salaire, etc.) ouvrait la porte à l'individualisation du choix de partenaire et de vie affective, érotique, familiale. Pour aller vite à partir du moment où sous la poussée de leur autonomisation à travers leur insertion personnelle dans le travail, les femmes ont accédé au libre choix du partenaire (en se libérant du père et de la famille patriarcale large), pourquoi tout un chacun n'aurait-il pas pu faire de même ? Y compris dans le choix du sexe du partenaire ? A partir du moment où ce choix induit aussi un choix esthétique, sensuel, érotique, pourquoi le choix homosexuel ne deviendrait-il pas lui aussi non seulement un choix possible mais légitime ? A partir du moment où la vie affective ne repose plus sur l'objectif métaphysique de la procréation mais intègre le plaisir, le désir, l'attrance, le choix homosexuel peut s'estimer lui aussi légitime. Toutes ces évolutions ont ouvert l'espace objectif certes mais subjectif aussi à la revendication homosexuelle de droit de choisir son-sa partenaire, pour le plaisir, le désir, l'attrance, de disposer de son corps et toutes ces sortes de choses qui se révélèrent subversives. Le rapport de force global à l'échelle du monde dans les années cinquante et soixante avec les luttes de libération dans diverses régions, le poids différencié de la révolution russe qui freinait les forces réactionnaires (même si par ailleurs il les confortait lorsque les tensions frôlaient leur point de rupture), les marges de manoeuvres financières des « trente glorieuses », tout ce qu'on a dit sur cette période offrit l'espace politique et social à l'expression de ces exigences.

S.I. Y a-t-il des limites au progrès possible sous le capitalisme ? En marxiste dialecticien je dirai qu'au « progrès » non... sauf le taux de profit et ses conséquences politiques. Reste aussi à savoir ce qu'on entend par progrès. Mais nous autres ne sommes pas « pour le progrès » nous espérons une transformation radicale que seul le socialisme pourrait donner. Or le capitalisme s'il a concédé de réels progrès aux homosexuels, le leur fait ensuite payer en recomposant leurs aspirations à la sauce libérale. Prenons le mariage : sommes nous pour le mariage ? le bonheur passe-t-il par le mariage ? Non, mais la reconnaissance sociale

oui. Alors les homosexuels pour obtenir la reconnaissance sociale dans un monde où celle-ci reste codifiée par des lois et des contrats, exigent d'entrer dans ces lois et ces contrats. Ce faisant ils peuvent perdre de la liberté et de l'inventivité que leur absence de codifications et leur révolte pouvaient leur permettre. Ils payent en quelque sorte la reconnaissance sociale par le mariage, c'est à dire par un enfermement dans la famille nucléaire, ils le payent par l'abandon d'un mode de vie en réalité plus souple et multiple que ça. Par exemple les homosexuels ne sont pas voués à aimer, désirer etc. des homosexuels, ça paraît paradoxal, mais c'est tout bêtement vrai ! Or le monde tel qu'il fonctionne, au lieu comme l'exigeait le FHAR en son temps (1971) de remettre en cause les séparations homo/hétéro, masculin/féminin etc., s'en vient les conforter en créant de nouvelles catégories : gay, lesbiennes. Ainsi, ça peut paraître bizarre comme critique ; une lesbienne est obligée d'aimer une lesbienne, or il y a aujourd'hui de plus en plus de femmes qui vivent une relation homosexuelle et qui refusent de se dire lesbiennes, elles disent je suis une femme qui aime une femme. L'absurdité est à son comble quand on y ajoute bisexuel, transgenres, transexuels etc. Au lieu de constater que la séparation (la différence) en genres ne fonctionne pas comme ça dans le réel vécu, qu'il n'y pas différence mais diversité comportementale, psychique, amoureuse, érotique etc., au lieu de partir de ce réel et de voir comment inventer de la vie en liberté, on catégorise, on instaure une homosexualité comme différence. Or qui est homo ? A partir de combien de fellations ? de cunnilingus ? Et qui va le décréter ? Et pourquoi faudrait-il le décréter ? Cela-t-il un sens ? En dehors de notre temps de lutte et d'affirmation ? Lesquelles ne se font jour, miracle de la dialectique, que justement pour détruire en même temps ces assignations à être féminin, masculin, hétéro, homo etc. Et si « homosexuel » n'était qu'un mot pour désigner (cacher) un rapport social d'oppression et pas du tout une « orientation sexuelle » biologique, universelle et a-historique ? Prenons l'homoparentalité : là encore le capitalisme passe son temps à cacher ce qui se passe en réalité pour faire croire à ses valeurs. L'homoparentalité se présente sous forme de deux papas ou de deux mamans, pour pouvoir accéder à la parentalité les homosexuels arrivent à accepter de nier la réalité, la vie concrète : une parentalité plurielle avec des papas et une ou plusieurs mamans, ou des mamans et au moins un papa quelque part. Donc les homosexuels au lieu de lutter pour ce que leurs relations créent en réalité : une coparentalité variable à plusieurs, acceptent de se mouler dans la famille nucléaire et bipolaire des sexes « opposés », celle dont Freud disait si bien qu'elle est un nid à névroses. Certes il y a des progrès : les lois sont abolies et les conjoints sont reconnus. Mais il n'y a pas de mouvement dialectique, de dépassement des contradictions issues du capitalisme (et de bien plus avant encore) qui pourrissent les vies et les relations (le nid à névroses) car le progrès ne dénoue pas les névroses, il les transpose. Le socialisme sera la transformation c'est à dire la création réelle dans le réel d'une vie nouvelle, réelle, conçue par les vivants dans l'histoire de la vie et pas par des dieux cachés.

S.I. La gauche radicale, l'extrême gauche etc. prennent-elles suffisamment la question en compte aujourd'hui ? Non mais la question a aussi considérablement reculé du fait du recyclage de ces revendications par l'ordre bourgeois, dans l'ordre bourgeois ; et je n'ai pas parlé de la mercantilisation du milieu homo. Pour aller vite disons que lorsqu'un phénomène social exclu de l'ordre bourgeois finit par y être inclus cela se fait par un processus contradictoire. Après avoir lutté pour le maintenir dans l'exclusion l'ordre dominant peut être contraint de l'accepter. Alors il commence un processus de digestion, une sorte de négociation organique. Ainsi la réalité homosexuelle tant que l'ordre bourgeois règne est régie dans son intégration, par l'Etat d'une part et le marché d'autre part. L'Etat édicte des lois compatibles avec son corpus étatique, cf. le Pacs demain le mariage, lois plus ou moins excluantes (discriminatoires) par rapport à la loi commune, en fonction des rapports de force. Edictant ces lois il énonce aussi une doctrine, une idéologie : alors les homosexuels se glissent dans l'idéologie glauque de l'amour-toujours-prince-charmant- quelqu'un est fait pour moi quelque part, puis l'idéologie névrotique du couple-famille-fidélité-sacralisation du sexe- et bientôt enfant etc. De son côté le marché propose ses produits : sexe non plus furtif et caché comme jadis, mais relooké dans des back-rooms, des saunas, des sexshops où le même type de rapports de consommation obsessionnelle et négatrice de soi comme d'autrui,

sans... relation sociale donc se perpétuent, chacun étant à la fois consommateur, consommé, produit d'appel et client, un comble, ce que naguère nous consommions dans le furtif nous le consommons aujourd'hui contre monnaie dans des lieux ad hoc ? Qu'est ce que ça veut dire ? Que le marché n'a pas fait progresser sur le fond, il recycle les mêmes misères, les mêmes fantasmes blessés, les mêmes négations opprimées de soi et des autres... pour en faire de l'argent ! Il n'y a pas de transformation libératrice de l'homosexualité, seulement une recomposition mercantile qu'on pourrait aussi décliner à travers les figures nouvelles de la consommation gay et lesbienne, les codes, les fantasmes, les modes... le gay libéral en quelque sorte. D'un point de vue mondial la question reste évidemment explosive.

S.I. A quoi ressemblerait selon toi la sexualité dans une société sans classe ? C'est certainement un domaine dans lequel la « transformation » sera absolument radicale. Nous vivons avec le fétichisme absurde de l'amour fou (et non pas de la relation affective choisie), avec le fétichisme absurde de la relation duelle, exclusive, nucléaire dernier refuge de l'ordre patriarcal et propriétaire, alors que les relations sont plurielles et pas forcément incompatibles, et avec le fétichisme destructeur de la fidélité physique intimement lié à l'ordre propriétaire patriarcal et à l'appropriation patriarcale des femmes et de leur progéniture, nous vivons imprégnés par des relations et des constructions de soi structurées sur la domination masculine et de l'intériorisation par les femmes de leur « différence ». Nous vivons dans le fétichisme de la différence homme-femme alors que la réalité est celle de la diversité comportementale, affective, sensuelle, érotique et même sexuelle... Cela fait beaucoup de fétichismes inscrits dans l'intime de la construction tant des relations collectives que dans la construction de soi... beaucoup de fétichismes à déconstruire. Et la transformation se fera dialectiquement dans la déconstruction. Donc difficile d'anticiper quoi que ce soit. Le socialisme sera passionnant mais ne sera pas de la tarte !

S.I. Quelle a été ou peut être le rôle du mouvement syndical dans la lutte contre l'homophobie ? Pour tout dire assez faible. Il a fallu secouer ce monde lui aussi imprégné d'une vision d'extériorité de l'homosexualité à la classe ouvrière, et si aujourd'hui il s'en préoccupe c'est vraiment sous l'action obstinée et solitaire de syndiqués concernés ou de commissions commissionnantes ! Le rôle du mouvement syndical doit être déjà de prendre en compte la discrimination réelle et par les patrons et par les collègues ! Pas simple.

S.I. Y a-t-il un mouvement d'homos aujourd'hui ou seulement quelques groupes épars ? Franchement des groupes épars avec des coordinations guère démocratiques souvent tenues politiquement par des éléments de la gauche parlementaire qui frémissent d'aise à chaque fois qu'un patron ou une étoile du Show biz fait son « coming out », et qui ont pour but de faire accéder les homos certes à leurs droits mais dans une reposante logique de conformité à l'ordre des choses genre : « nous aussi nous pouvons faire de bons parents. » Ah bon, ils ne sont pas rancuniers envers les leurs... ni l'institution parentale.

S.I. Que faudrait-il faire pour recruter de nombreux jeunes homos à la politique révolutionnaire ? Je crains que formulée comme telle cette espérance ne vienne trop tard. Nous avons raté le coche. Maintenant il y a fort à parier que les jeunes homos entreront comme jeunes, comme en lutte, comme révoltés en général, guère comme homo. Par contre il importe que nous soyons scrupuleux dans l'intégration de ces questions dans nos conduites courantes, dans notre agitation, notre propagande, notre formation. Ça avance.

Propos recueillis par John Mullen